



N° 108
MARS 2007

POURQUOI LA CGT COMBAT
L'EXTRÊME DROITE

S O M M A I R E

Une stratégie de manipulation à quatre facettes

3

Un choix de classe au profit du capital

5

Sept dangers du programme du Front national

7

1/ La remise en cause des acquis sociaux au profit du capital

7

2/ Une volonté de mettre en opposition les salariés des secteurs privé et public

7

3/ Un discours ségrégationniste qui dissimule les vraies causes du chômage

8

4/ Une pression accrue sur les ménages à revenu modeste à cause des cadeaux promis aux riches

8

5/ Un repli national qui menace l'emploi

8

6/ La fin de toute ambition nationale

8

7/ Les femmes au foyer, pour éduquer de bons travailleurs français soumis à l'exploitation

9

Le FN : ennemie du syndicalisme revendicatif

9

Cinq idées fausses sur l'immigration

10

Première idée fausse : l'immigration concernerait uniquement les pays développés

10

Deuxième idée fausse : les immigrés seraient les pauvres des pays pauvres

10

Troisième idée fausse : les immigrés seraient responsables du chômage dans les pays d'accueil

10

Quatrième idée fausse : les immigrés coûteraient aux pays d'accueil plus qu'ils ne rapportent

11

Cinquième idée fausse : la France serait envahie par les immigrés

11

Annexe

12

Le Front National est le parti de la démagogie. Ses pratiques font fi de toute honnêteté intellectuelle et éthique. Jean-Marie Le Pen accuse les autres de mentir et d'être démagogues. Alors que son discours est profondément démagogique et mensonger.

Dans le discours du FN les mots changent en fonction des circonstances, du climat politique et social, de l'audience, mais les idées demeurent fondamentalement inchangées.

Les dirigeants frontistes et en premier lieu Jean-Marie Le Pen savent bien surfer sur les souffrances de la population et récupérer des mots et des expressions qui parlent à la population et notamment aux plus démunis, pour les vider de leur contenu et pour camoufler les idées antisociales de l'extrême droite. C'est ce qui explique qu'aujourd'hui 30 % des Français déclarent leur accord avec tout ou partie des propositions du Front National. C'est ce qui permet de comprendre aussi la nouvelle perméabilité des propositions entre la droite classique et l'extrême droite.

Le programme et le discours de l'extrême droite demeurent profondément populistes. Contrairement à ce que prétend Le Pen, il ne s'agit pas de l'« *amour et défense des intérêts du peuple* », mais d'utiliser un langage qui se veut populaire pour récupérer des voix au service des intérêts du capital. Tout cela est fait au nom de la Nation, présentée comme entité homogène, indemne d'intérêts divergents et de conflits de classes. En cela, le discours de Le Pen rappelle les pages les plus sombres de l'histoire de la France.

Le FN mise sur la peur et nourrit la haine. Sa stratégie est manipulatrice et démagogique. Cela rend difficile, surtout pour le citoyen peu familier avec les mécanismes profonds du fonctionnement de l'économie, de se rendre compte des contradictions entre le discours lepéniste et son projet de société qui est totalement inégalitaire et dans lequel tout doit être mis au service des intérêts du capital.

Le parti lepéniste ne veut pas d'une France plus solidaire ; il veut une France où les capitaux Français auraient davantage de libertés d'exploiter les travailleurs Français. Le leader du Front National est peut-être en bout de course. Son influence demeure cependant très forte sur sa clientèle électorale traditionnelle, mais désormais bien au-delà.

Il est donc légitime que les syndicalistes combattent ces idées avec la plus grande détermination. Cela nécessite de décortiquer le discours de l'extrême droite, de mettre en évidence ses contradictions et ses vraies intentions.

Les témoignages exprimés au cours de la journée du 21 mars organisée par la CGT ont mis en évidence l'intérêt pour le syndicalisme de lutter contre les discriminations racistes et pour établir l'égalité de droits dans le monde du travail. L'originalité de la démarche de la CGT est effectivement de combattre l'extrême droite à partir des enjeux liés au travail.

|| Une stratégie de manipulation à quatre facettes

Pour cette campagne présidentielle, le parti lepéniste met en œuvre une stratégie à 4 facettes.

1°) Le FN surfe sur les souffrances de la population et récupère des mots et des expressions qui parlent à la population et notamment aux plus démunis, pour les vider de leur contenu et pour camoufler les idées antisociales de l'extrême droite.

Exemple : Le Pen verse des larmes de crocodile pour la faiblesse du pouvoir d'achat ; mais il s'oppose à la hausse du SMIC. En revanche, il propose que l'Etat prenne en charge la part salariale des cotisations sociales à hauteur de 200 euros jusqu'à 1,4 fois le SMIC.

Le cœur de Le Pen ne bat pas pour les travailleurs ; sa proposition vise en fait à réduire le coût de la main d'œuvre pour les entreprises. De plus, elle accentue le déséquilibre des comptes sociaux et conduit à une dégradation de la qualité des services, ce qui pénalise avant tout les travailleurs et leur famille.

Le Pen veut aussi récupérer le thème d'insécurité sociale et le débat ouvert, notamment par les organisations syndicales, sur la réalité et la pertinence des chiffres du chômage annoncés par le gouvernement.

Cette récupération est scandaleuse. Le parti lepéniste ne veut pas développer les droits sociaux. Au contraire, il veut accélérer la déréglementation et réduire les dépenses publiques

socialement et économiquement utiles pour augmenter les avantages pour le capital et les hauts revenus. Si elles étaient appliquées, les politiques qu'annonce le FN aggraveraient encore plus les difficultés auxquelles sont confrontées notamment les catégories sociales les plus modestes.

Le parti de l'extrême droite s'appuie particulièrement sur le bilan désastreux, pour des millions de salariés, de privés d'emploi et de retraités, du second mandat de Jacques Chirac. Il n'hésite alors pas à parler, par exemple, du chômage qui provoque « *à la fois pression sur les salaires et gel des revendications* », comme si le parti lepéniste était partisan des revendications des salariés, comme si il soutenait les salariés dans leurs luttes.

En réalité, le programme du FN est une attaque systématique et systémique contre le principe d'égalité de droits, surtout dans le monde du travail, contre les droits et les acquis sociaux, contre l'égalité des genres. Ces attaques sont organisées au nom de la nation, du travail et de la famille.

Pour tromper les citoyens, Le Pen va jusqu'à montrer du doigt « *les patrons du CAC 40 et autres barons du MEDEF* ». Il ne s'agit là en aucune manière de défendre véritablement les intérêts des salariés victimes de la stratégie du MEDEF et du patronat en général. Au contraire, il s'agit pour Le Pen de surfer sur l'opinion publique pour mieux faire accepter sa vision poujadiste.

2°) Le Pen présente tous les autres mouvements politiques et sociaux comme faisant partie d'un seul ensemble dont les pratiques léseraient la France en général et particulièrement les catégories sociales les plus défavorisées. D'où ses attaques frontales contre la gauche et la droite qui, selon lui, n'auraient fait autre chose que de mentir aux Français depuis 30 ans.

Dans la même lignée, il prétend que tous les partis politiques auraient les « mains sales » sauf le FN. Pourtant la gestion des municipalités par l'extrême droite est marquée par des actes condamnés par les tribunaux : corruption, ségrégation raciste, atteinte aux libertés individuelles et collectives, recul culturel...

Le ralliement du MNR présidé par Bruno Mégret, ancien bras droit de Le Pen, au FN fournit une nouvelle preuve de la malhonnêteté du parti de l'extrême droite, compte tenu des juge-

ments de tribunaux contre Catherine Mégret surtout quand elle occupait les fonctions de maire de Vitrolles.

3°) Le Pen cherche à se libérer de son image véhémement et agressive. Sa fille cherche aussi à donner du FN une image séduisante. Père et fille s'efforcent d'utiliser un langage moins dur pour donner une tonalité apparemment plus sociale aux discours de l'extrême droite. Mais la véhémence est consubstantielle à l'idéologie de l'extrême droite.

Exemple : « *Les Français ont raison d'avoir peur!* ». « *On a peur dans la rue, on a peur au travail, on a peur à table* ». Selon lui « *la première raison de cette insécurité réside dans l'immigration...Si nous continuons comme ça, nous serons submergés* ».

On peut aussi citer comme exemple les récents propos de Le Pen concernant les attentats du 11 septembre. On ne peut pas nier un crime au nom du fait que d'autres crimes sont commis. Sous prétexte que des milliers de gens meurent en Irak depuis l'invasion américaine, Le Pen cherche en fait à légitimer le dictateur Saddam Hussein, responsable de la mort des milliers d'innocents, et avec qui il avait des relations amicales.

4°) Enfin, Le Pen veut profiter du non au projet de la constitution européenne pour justifier sa vision ultranationaliste, chauviniste et pétainiste.

A l'image de ce qu'il veut pour la France, à savoir une France de bons capitalistes français exploitant tranquillement de bons travailleurs français, Le Pen veut « *une autre Europe* », une Europe de « *peuples de civilisation chrétienne* » pour laquelle milite le groupe parlementaire européen d'extrême droite fascisante auquel appartient le FN. Cette « *Europe chrétienne* » n'est autre chose que la traduction de la thèse de « *conflit des civilisations* » élaborée par les politologues réactionnaires américains et mise en œuvre par George Bush.

Le FN fait aussi référence à l'effet inflationniste de l'euro pour dissimuler la vision poujadiste et l'amitié de l'extrême droite envers les réseaux de distribution, notamment la grande distribution, qui ont largement profité de la hausse des prix.

C'est aussi pour dissimuler son chauvinisme que Le Pen utilise un langage anti-américain.

Ainsi, fustige-t-il « *la spéculation immobilière stimulée par les fonds de pension américains* », comme si les capitaux français n'avaient aucune responsabilité dans la spéculation financière et immobilière. De la même manière, il se cache derrière la critique de la politique américaine en Irak pour faire oublier ses relations amicales avec le dictateur irakien Saddam Hussein, responsable de la mort des centaines de milliers d'innocents.

Un choix de classe au profit du capital

Le programme du FN est fondé sur le libéralisme économique. Ainsi le leader de l'extrême droite prend entièrement à son compte un principe fondamental de l'économie libérale lorsqu'il affirme : « *la véritable sélection (...) est source de l'égalité véritable* ». L'égalité qui est censée générer la sélection n'est autre chose que l'exclusion des plus faibles, des plus démunis, qu'il s'agisse des individus ou des entreprises. Le Pen a beau dire « *la liberté que je défends, n'est pas la loi de la jungle des économistes libéraux.* » En réalité, il ne fait qu'appliquer le « *darwinisme social* » à la sauce libérale.

Ce libéralisme économique profite avant tout aux détenteurs de capitaux, entre autres aux actionnaires du CAC 40, que montre du doigt le leader frontiste. Il profite aussi aux autres capitalistes et détenteurs de grosses fortunes, dont fait partie Jean-Marie Le Pen.

Ce libéralisme économique qui fait le soubassement des politiques préconisées par le parti de l'extrême droite est à l'origine des maux sociaux sur lesquels s'appuie Le Pen pour tromper les électeurs et gagner des voix.

Contrairement à ce que prétend le FN, son programme n'est pas l'antithèse du programme libéral du gouvernement Chirac-Villepin. Au contraire, il veut aller encore plus loin dans la direction d'ultra-libéralisme économique.

Exemple : Le Pen veut réduire l'impôt sur le revenu et sur la fortune, accroître les exonérations sociales, garder la prime pour l'emploi et réduire les « *déficits budgétaires et sociaux* ». Toutes ces mesures sont d'inspiration libérale ; elles visent soit à réduire le coût de travail pour les employeurs (exonérations sociales, prime pour l'emploi), soit à accroître les revenus les plus hauts (baisse et à terme suppression de l'impôt sur le revenu et de l'ISF). Dans les deux cas, ce sont les contribuables ne profitant pas de ces mesures, qui en supporteront le coût, car il faut bien que l'État, donc les contribuables, prennent en charge les exonérations, comme c'est le cas actuellement, et trouver des moyens de compenser les recettes manquantes du fait de la baisse des rentrées fiscales.

Contrairement à ce qu'il prétend, Le Pen n'est pas homme de rupture avec le libéralisme économique. La seule chose qu'il veut est d'aller encore plus loin dans l'application de cette politique.

Le Pen reprend le triptyque « Nation, travail, famille »

Les promesses électorales de Le Pen s'intègrent dans un projet politique fondé sur le triptyque nation-travail-famille. Pour dissimuler ce triptyque conservateur, Le Pen récupère les mots d'ordre de la Révolution : liberté, égalité, fraternité, auxquels il ajoute la « *responsabilité* ».

Son discours programmatique est structuré autour de ces quatre axes, mais le fil rouge demeure la Nation présentée comme entité homogène dont la cohésion est perturbée par la présence de l'autrui : les immigrés, une « *religion étrangère* », sous-entendue l'Islam, des fonds de pension américains...

Lorsqu'on examine, par delà les mots, le programme du FN, on s'aperçoit que le parti lepéniste ne veut pas d'une France plus égalitaire et plus fraternelle ; il rêve d'une France où les salariés et les travailleurs français se mettraient de façon la plus efficace possible au service des capitaux français ; où, le cas échéant, on ferait recours aux étrangers pour les exploiter au gré des besoins de la Nation, sous-entendu de ceux des capitaux français.

Dans l'optique lepéniste le national prime sur le social. D'où l'hostilité envers les acquis sociaux, la retraite à 60 ans, les 35 heures ; d'où aussi la haine vis-à-vis des syndicats.

Cette vision se traduit aussi par une affirmation claire, abrupte voire inhumaine de la préférence nationale.

Cette vision conduit enfin à une hiérarchie des problèmes et des priorités qui est un mélange de revendications libérales et racistes. Cette hiérarchie est résumée par Le Pen dans son discours programmatique de la manière suivante : « *La dégradation de la situation de la France va s'accélérer s'il n'est pas remédié d'urgence à tous les problèmes, immigration, insécurité, chômage, précarité, déficits budgétaires et sociaux, balance commerciale, illettrisme, délocalisation.* »

Liberté d'exploiter les travailleurs français

Le Pen prétend vouloir valoriser le travail. C'est dans l'air du temps. Dans les faits, il veut laisser le patronat exploiter plus librement les salariés. « *Face aux interdits de travailler plus (...), aux interdits des heures supplémentaires, aux interdits de travailler à plus de 65 ans, aux interdits de cumul de deux activités, aux interdits d'exercer une retraite et une activité, je réponde liberté.* » Les propos sont clairs. Le Pen pourra critiquer verbalement les libéraux et le MEDEF autant qu'il le voudrait. Il demeure que ses propos convergent totalement avec l'idéologie libérale et les revendications du MEDEF.

Pour enfoncer le clou, Le Pen précise : « *Ceux qui veulent travailler plus pour gagner plus, doivent pouvoir le faire.* » Le cynisme est exemplaire. Le dirigeant frontiste est bien placé pour savoir que « *travailler plus* » dépend du bon vouloir de l'employeur. Ce sont d'ailleurs les patrons, que défend Le Pen, qui licencient et qui préfèrent se débarrasser des salariés dès lors qu'ils approchent l'âge de cinquante ans.

Quelles sont les principales revendications des salariés exprimées à travers les luttes ? Hausse des salaires et du pouvoir d'achat, de meilleures conditions de travail et de vie, de meilleures perspectives de retraite. Que leur répond Le Pen ? Votre revenu est faible ? Eh bien travaillez plus ! Les retraités souffrent de la faiblesse des pensions. Que leur dit Le Pen ? Eh bien travaillez au-delà de 65 ans, complétez votre pension par des petits boulots ! Le Pen a beau fustiger les Etats-Unis d'Amérique ; la voie qu'il préconise n'est autre chose qu'une américanisation de la vie au travail et à la retraite.

Les intérêts du capital présentés comme l'intérêt général

Le Pen est un capitaliste. Son programme défend les intérêts de sa classe. Dans cette perspective, la promotion des intérêts du capital et des intérêts privés est présentée comme la défense de l'intérêt général, ou plus exactement des intérêts des Français.

Dans le discours du FN, les intérêts de l'entreprise privée représentent l'intérêt général. Dès lors, selon Le Pen, les critères de gestion capitaliste et particulièrement la quête de profits n'ont aucune responsabilité dans le développement de la précarité et du chômage, dans la faiblesse de l'emploi et des salaires, dans l'insécurité sociale.

Dans le discours lepéniste, les maux (chômage, délinquance, insécurité...) s'expliqueraient par la présence des immigrés d'une part, et, d'autre part, par les mauvaises décisions des décideurs politiques. L'entreprise est ainsi dédouanée de toute responsabilité en ce qui concerne la persistance et la montée du chômage, du développement de la précarité et des bas salaires, de l'insécurité sociale.

Le Pen pousse le cynisme à l'extrême en prétendant que la désindustrialisation et les délocalisations auraient pour cause l'ouverture sur les pays où le coût de travail est plus bas : « *si nous travaillons 35 heures par semaine, les Chinois eux dorment 35 heures par semaine* » dit-il. Ce n'est évidemment pas pour défendre les travailleurs chinois que bat le cœur de Le Pen ; en l'occurrence ici il exprime son hostilité aux 35 heures.

Dans le discours lepéniste, l'exploitation des travailleurs est présentée comme l'esprit d'entreprendre. Logiquement, alors, Le Pen défend la cause des « *patrons entrepreneurs* » et veut « *supprimer les contraintes administratives et fiscales superficielles qui pèsent sur la création d'entreprise et sur l'embauche.* »

La aussi Le Pen ne fait que répéter les thèses libérales et les revendications patronales, dont celles du MEDEF. Il s'agit pour lui de réduire les protections qu'ont gagnées les salariés à travers les luttes historiques. Il s'agit également, à défaut de supprimer le SMIC, d'augmenter les exonérations sociales dont bénéficient déjà largement les employeurs. Il s'agit enfin de réduire l'impôt sur le revenu, sur les bénéfices et sur la succession.

« Notre politique (...) c'est de rendre aux Français la liberté de jouir des fruits de leur travail » dit Le Pen. Mais comment ? En réduisant l'impôt sur le revenu. Ainsi, pour favoriser les hauts revenus, Le Pen veut aller encore plus loin que le gouvernement Villepin. Dans la même lignée, il veut réduire l'impôt sur la succession et à terme supprimer l'impôt sur la fortune, impôt qu'il acquitte lui-même en tant que contribuable fortuné.

Sept dangers du programme du Front national

Le Pen attaque verbalement le MEDEF et le libéralisme économique ; mais son programme est fondé sur cette doctrine et correspond aux revendications du MEDEF. Le FN veut renforcer la liberté d'exploitation des travailleurs et accroître les cadeaux au capital. Il veut aussi augmenter les dépenses militaires et sécuritaires et en même temps réduire le déficit budgétaire, ce qui se traduit par une diminution des dépenses publiques socialement et économiquement utiles. Son programme comporte sept dangers.

1/ La remise en cause des acquis sociaux au profit du capital

Le FN est le défenseur du capitalisme ; la seule différence avec le MEDEF est qu'il y ajoute une sauce de nationalisme et de poujadisme : il défend un « *capitalisme éclairé, sans ses dérives ultramondialiste et financière* ».

Dans cette perspective, il veut « *supprimer les contraintes administratives et fiscales superficielles qui pèsent sur la création d'entreprise et sur l'embauche* ». Il défend la flexibilité du temps de travail, veut abroger les 35 heures et s'oppose au droit de grève qualifié de « *désuet* ».

Le Pen veut supprimer toutes les mesures obtenues grâce aux luttes et visant à protéger les salariés et à imposer aux directions d'entreprises un comportement plus responsable vis-à-vis des salariés et des territoires. C'est pourquoi le discours lepéniste fait le silence total en matière de profits. En revanche, il veut les augmenter davantage en multipliant les cadeaux aux entreprises : allègements de cotisations sociales, réduction de l'impôt sur les sociétés...

2/ Une volonté de mettre en opposition les salariés des secteurs privé et public

Le FN mise sur les différences des situations entre les secteurs public et privé pour remettre en cause les acquis sociaux. « *Il faut bien le dire, les agents publics bénéficient de privilèges exorbitants (...) Ceux-là sont les grands privilégiés de la retraite. Les salariés du privé paient trois fois plus de cotisations pour toucher moitié moins que les agents des grandes entreprises publiques. Le pire, c'est qu'en raison du déséquilibre démographique de ces régimes, c'est l'impôt qui finance ces avantages, et non les cotisations des agents !* »

Le Pen s'oppose à la retraite à 60 ans. Son projet vise bien à abaisser les droits pour tous salariés, dans le privé comme dans le public. Dans cette perspective il propose :

- le développement des formes caritatives de solidarité. La Sécurité sociale assurerait le minimum. Tout le reste serait laissé à la charge des ménages ;

- la possibilité de créer des institutions sociales à caractère privé notamment pour les retraites et la maladie venant en concurrence avec la Sécurité sociale. Le FN veut « *encourager des systèmes de retraite complémentaire par capitalisation permettant l'émergence de fonds de pension français* ». Contrairement à cette vision lepéniste des fonds de pension, le problème fondamental de ces fonds est qu'ils cannibalisent le régime par répartition, quelle que soit leur « nationalité ».

3/ Un discours ségrégationniste qui dissimule les vraies causes du chômage

Le Front National préconise d'instaurer une « *préférence nationale* » sur le marché du travail : « *Il faut qu'à compétence égale, les emplois soient réservés prioritairement à nos compatriotes* ».

Il propose de taxer l'emploi des travailleurs immigrés et d'établir des droits sociaux différents de ceux des nationaux.

Le FN fait le silence total sur le fait que la présence des immigrés, y compris les clandestins, arrange le patronat. Sa proposition s'inspire d'un argument totalement infondé selon lequel les immigrés seraient responsables du chômage. Il n'y a pourtant pas de relation de cause à effet entre la présence des immigrés et le chômage (voir plus loin). Par ces idées fallacieuses, le Front National veut dissimuler la

vraie cause du chômage qu'est la course à la productivité et aux profits.

Selon Le Pen les étrangers seraient aussi à l'origine du déficit de la Sécurité sociale. Il veut donc réserver les aides sociales et les allocations familiales aux seules familles françaises.

Sous couvert de défendre les droits sociaux pour les nationaux, le Front National crée en fait les conditions d'une déstabilisation plus grande du système existant. De plus, l'octroi de droits réduits aux immigrés apporterait au patronat une main-d'œuvre bon marché taillable et corvéable à merci. On transformerait la population immigrée en machine de guerre contre les droits sociaux, les grilles de rémunérations et le SMIC.

4/ Une pression accrue sur les ménages à revenu modeste à cause des cadeaux promis aux riches

En matière de fiscalité, les mesures préconisées par Le Pen sont particulièrement régressives et en même temps offensives contre les salariés et les ménages à revenu modeste.

Aux riches et aux entreprises, il promet :

- réduction de et à terme suppression de l'impôt sur le revenu ;
- réduction des droits de succession ;
- réduction et suppression à terme de l'ISF ;
- suppression des prélèvements sur les plus-values boursières ;
- baisse de l'impôt sur les sociétés ;
- suppression de la taxe professionnelle.

Les moindres recettes fiscales doivent être compensées de deux façons. D'un côté par l'augmentation d'autres impôts et taxes, notamment la TVA car le FN propose d'augmenter les droits de douane soi disant pour protéger l'économie contre la concurrence des pays à bas salaires. De l'autre, par la réduction des dépenses économiquement et socialement utiles.

Les ménages à revenu modeste seront donc doublement pénalisés et doivent supporter les coûts des cadeaux promis aux riches.

5/ Un repli national qui menace l'emploi

Selon Le Pen, les gouvernements successifs « ont bradé la souveraineté nationale à l'Europe de Maastricht, ouvrant le pays à la défer-

lante migratoire et à la concurrence sauvage du mondialisme. ». D'où 3 propositions du FN : l'arrêt de l'immigration, l'augmentation des droits de douane et la limitation des importations.

Ces propositions traduisent en fait une politique autarcique, qui ne peut que provoquer l'appauvrissement de la France et son isolement.

La limitation des importations et la hausse des droits de douane conduisent, au bout du compte, à majorer le prix des produits consommés et à réduire le pouvoir d'achat, ce qui pèse sur l'activité et l'emploi.

D'autre part, ces mesures ne manqueraient pas de susciter des dispositifs de rétorsion de la part de nos partenaires, ce qui limiterait nos exportations et se traduirait par une détérioration de la situation de l'emploi.

Le discours du Front National sur « *la concurrence sauvage du tiers monde* » est d'autant plus démagogique que, dans l'ensemble, le commerce de la France est excédentaire vis-à-vis de la plupart de ces pays, Afrique et Moyen-Orient particulièrement.

6/ La fin de toute ambition nationale

L'appel à l'État sécuritaire est omniprésent. Il s'agit, dans l'esprit du FN, d'un État fort, voire d'un régime policier. Dans cette perspective, le FN veut accroître les dépenses militaires et sécuritaires, établir une « *présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre* », construire 75 000 nouvelles places de prisons, faciliter l'accès à la fonction publique pour les jeunes ayant fait leur service militaire (il prévoit *un service militaire volontaire de 6 mois*).

Pour être dans l'air du temps, le FN évoque une hausse des dépenses de la recherche. Mais la dérive sécuritaire prend le pas sur toutes les dépenses d'avenir : éducation, formation, équipement public. Par exemple, le programme du FN prévoit la « *suppression de 20 000 personnels administratifs et techniques* » et la « *suppression progressive de la carte scolaire* ».

Le Front National trace ainsi la perspective d'une France sans autre ressort que la peur. Pourtant, la sécurité dépend aujourd'hui de multiples facteurs dont le moindre n'est pas le développement économique, la maîtrise des nouvelles technologies civiles et la qualifica-

tion de la population. Le Front National est ainsi le fossoyeur de toute ambition nationale.

7/ Les femmes au foyer, pour éduquer de bons travailleurs français soumis à l'exploitation

En matière familiale, Le Pen a une vision pétaïniste et réactionnaire. Les femmes sont avant tout considérées comme l'outil de reproduction pour mettre au monde et éduquer de bons Français aptes à l'exploitation par des gentils capitalistes français.

Dans cette perspective il promet d'instaurer un « *salaire parental et un statut juridique pour la mère de famille* » pour qu'elle se consacre « *à l'éducation des enfants* ».

Dans la lignée de cette conception réactionnaire, le FN s'oppose à l'IVG. Dans cette perspective, il demande un « *Référendum sur l'inscription dans la Constitution du caractère sacré de la vie* » et soutient une « *politique de prévention pour réduire le nombre des avortements et relancer la natalité française* ».

Cette opposition n'est pas sans lien avec sa haine vis-à-vis des immigrés : « *Il faut redonner aux prestations familiales un caractère familial et national, et non plus exclusivement social. Les allocations familiales seront réservées aux familles françaises.* »

|| **Le FN : ennemie du syndicalisme revendicatif**

Le FN est hostile au syndical revendicatif. En revanche, il cherche à pénétrer le mouvement syndical et créer des syndicats conformistes visant à mobiliser les travailleurs au service du capital. Pour cela, il s'appuie sur les lacunes du système actuel et l'absence d'une véritable démocratie sociale représentative.

Deux exemples montrent bien l'hostilité du FN à l'égard du syndicalisme revendicatif :

Le mouvement anti-CPE : Le FN était opposé à ce mouvement. Au lendemain de la réussite de ce mouvement, une publication du FN posait la question suivante : « *comment la France peut réussir à se sortir de l'emprise totalitaire des syndicats* ».

Le FN veut interdire le syndicalisme dans la magistrature ; interdiction qui pourrait être étendue à l'ensemble de la fonction publique. D'ores et déjà, le FN se prononce pour un « *service minimum garanti provisoire dans les*

services publics en attendant la fin effective de leur monopole » (il s'agit, dans l'esprit du FN, des droits syndicaux).

Dans cet esprit, le FN envisage « *un grand référendum sur les lois du travail* » pour « *renverser ce système de chantage et de privilèges* ». Il envisage aussi une « *unification des instances représentatives en une seule : les élus du Comité d'Entreprise.* »

Dans la droite ligne de sa stratégie de manipulation, le parti lepéniste prétend que le syndicalisme revendicatif ne défend pas les intérêts des plus démunis, et qualifie le mouvement revendicatif de « *déni de démocratie manifeste* ».

Le FN prend à son compte toutes les accusations et diffamations à l'encontre des syndicats et en profite pour remettre en cause les acquis sociaux : « *la formidable imposture que constitue la propagande des syndicats : le fameux modèle social à la française dont ils sont si fiers est un modèle ultra-déficitaire !* », dit le FN.

Démagogiquement, le FN prétend qu'il ne s'opposera pas au droit de grève ; mais il soumet ce droit à de nombreuses conditions qui conduisent en fait à son interdiction. A partir d'une posture légaliste : « *La grève est un droit, le travail aussi* », le parti lepéniste affirme que « *les piquets de grève illégaux seront interdits* ».

La similitude entre ces affirmations et celles de Nicolas Sarkozy met en exergue la perméabilité des positions entre la droite classique et l'extrême droite et les dangers que cela comporte pour la démocratie en générale et particulièrement pour la démocratie sociale.

|| **Cinq idées fausses sur l'immigration**

S'agissant de l'immigration, cinq idées fausses sont largement répandues. Le discours lepéniste les alimente particulièrement.

Première idée fausse : l'immigration concernerait uniquement les pays développés

Selon les Nations Unies, près de 175 millions de personnes, soit un peu moins de 3 % de la population mondiale, résident officiellement dans un pays autre que leur lieu de naissance.

Le nombre de migrants a plus que doublé depuis 1975. 60 % habitent dans les pays développés et 40 % dans les pays dits en développement.

S'agissant de la présence des immigrés sur le marché du travail, les quatre premiers pays se trouvent en Asie occidentale : Émirats arabes unis (74 %), Koweït (58 %), Jordanie (40 %) et Israël (37 %). En dehors du Canada (avec une proportion d'immigrés de 19 % dans la population active) aucun des grands pays industriels ne figure parmi les vingt premiers selon ce critère.

En ce qui concerne la France, le nombre de nouveaux arrivants est faible à la fois par rapport aux mouvements précédents enregistrés dans notre pays, et aussi en comparaison avec les évolutions récentes dans les pays voisins. Le solde migratoire, c'est-à-dire la différence entre le nombre d'immigrés arrivés et sortis du territoire français, est estimé à environ 100 000 personnes ; ce chiffre est nettement en dessous de ceux enregistrés au cours des années 1960 et 1970. Il est aussi nettement inférieur à ceux enregistrés aujourd'hui dans les pays d'Europe du Sud ou en Allemagne.

Deuxième idée fausse : les immigrés seraient les pauvres des pays pauvres

Les immigrés ne quittent pas leur terre d'origine pour venir s'installer directement dans les grandes villes et capitales des pays riches. L'immigration est un processus par étapes : l'immigré cherche d'abord un emploi dans son pays ; plus tard, faute de trouver un emploi et s'il en a les moyens, il cherchera à aller plus loin, à commencer le plus souvent par les pays voisins.

Diverses études portant sur la situation sociale qu'occupaient les migrants dans leur pays d'origine avant leur départ confirment qu'ils sont rarement au plus bas de l'échelle sociale et souvent au dessus de la moyenne. D'une manière générale, les migrants représentent par rapport aux non-migrants du pays d'origine une population plus instruite et dotée d'un minimum de ressources pour payer les frais de voyage et d'installation.

Troisième idée fausse : les immigrés seraient responsables du chômage dans les pays d'accueil

Plusieurs études confirment le contraire, qu'il s'agisse de stocks, c'est-à-dire lorsqu'on compare le nombre des immigrés à la population active (qui est la somme de l'emploi et du chômage), ou de flux, autrement dit quand on examine le rapport entre les nouvelles entrées d'immigrés et les variations du chômage. Il faut souligner qu'une partie de ceux qu'on considère, dans le langage courant, comme immigrés, ce sont en fait des nationaux qui, à cause de leur nom ou de la couleur de leur peau sont présentés comme tels.

Lorsqu'on classe les pays en fonction du taux de chômage et de la proportion des étrangers dans la population totale, on constate que dans des pays comme l'Espagne, l'Italie et la Finlande, dans lesquels le taux de chômage est relativement élevé, la part des étrangers dans la population totale est très faible. Inversement, des pays comme le Luxembourg, la Suisse et les États-Unis, qui enregistrent un pourcentage relativement élevé de la population étrangère dans la population totale, connaissent un taux de chômage plus faible.

En ce qui concerne l'analyse en termes de flux, la question est de savoir s'il existe une relation de cause à effet entre l'arrivée de nouveaux immigrés et les évolutions du chômage. Comme cela a été évoqué plus haut, le solde migratoire en France s'estime à environ 100 000 par an. Or, le nombre de licenciements est, en moyenne, trois à quatre fois plus élevé. C'est dire que l'évolution du chômage dépend principalement du comportement des entreprises et de leur politique de recrutement.

Quatrième idée fausse : les immigrés coûtent aux pays d'accueil plus qu'ils ne rapportent

D'un point de vue éthique, les relations humaines échappent aux calculs comptables et monétaires. Même en termes comptables, aucune étude sérieuse ne permet d'affirmer que les immigrés coûtent plus cher aux pays d'accueil.

De nombreuses études, menées en France et dans les autres grands pays industrialisés confirment le contraire. L'immigration loin de coûter à la Sécurité sociale, contribue à son équilibre financier en raison de la structure de sa population (proportion d'actifs plus grande, faible consommation médicale...). En matière de retraite, l'apport de l'immigration sera dans quelques années indispensable si l'on veut ré-

équilibrer les régimes. En outre, l'immigration est un facteur d'enrichissement culturel.

Source : INSSE, Recensements de la population.

Cinquième idée fausse : la France serait envahie par les immigrés

Selon Le Pen, la France serait « *submergée* » par les immigrés. Le leader de l'extrême droite nourrit ici cyniquement une grande confusion entre trois notions : Français, étrangers et immigrés. Cette confusion présente une partie des Français comme immigrés ou étrangers sur la base des critères comme l'appartenance ethnique ou les aspects physiques (voir encadré).

Toute personne ayant la nationalité française est Français, quels que soient son lieu de naissance et/ou la nationalité de ses parents. Sont étrangers les habitants de la France n'ayant pas la nationalité française. Un immigré est Français s'il a obtenu la nationalité française ; on parle alors de Français par acquisition. Il est étranger s'il n'a pas la nationalité française.

La part des étrangers dans la population française est quasiment stable depuis quarante ans, variant entre 5 et 6 % de la population totale.

En 2004, la composition de la population en France métropolitaine était la suivante :

- Population totale : 60,7 millions, dont 3,5 millions étrangers ;
- Français : 57,2 millions, dont 2 millions par acquisition ;
- Étrangers : 3,5 millions, dont 0,5 million nés en France.

Evolution de la population (habitants) de la France métropolitaine

(en milliers de personnes)

Année	Population	Français de naissance	Français par acquisition	Total Français (%)	Etrangers (%)
1968	49 655	92,1	2,7	94,8	5,3
1975	52 599	90,8	2,6	93,4	6,5
1982	54 296	90,5	2,6	93,1	6,8
1990	56 652	90,5	3,1	93,6	6,3
1999	58 521	90,4	4	94,4	5,6

Annexe

Français, immigrés, étrangers : une clarification indispensable

L'extrême droite nourrit une grande confusion entre trois notions : Français, étrangers et immigrés. Cette manipulation vise à stigmatiser une partie des Français sur la base des critères comme l'appartenance ethnique ou les aspects physiques.

Les habitants de la France sont composés de plusieurs catégories. Dans un premier temps, on les classe selon le fait d'avoir ou non la nationalité française. Cela donne la définition du Français et de l'étranger. Est considéré en France comme étranger celui qui n'a pas la nationalité française (cette catégorie est désignée par la lettre **E** dans le schéma ci-dessous).

Parmi les étrangers, il y en a qui sont nés en France et qui sont susceptibles, de ce fait, d'acquérir la nationalité française (**A**). Les lois Pasqua visaient, entre autres, à refuser la nationalité française à une partie de ces individus. Les autres étrangers sont nés dans d'autres pays et régions du monde. On les regroupe en deux sous-ensembles : ceux qui sont nés dans les pays européens autre que la France (**B1**), et ceux nés en dehors de l'Europe (**B2**).

Les Français (**F** dans le schéma), c'est-à-dire ceux qui ont la nationalité française, se com-

posent aussi de plusieurs catégories. Parmi eux, il y en a qui sont nés en dehors de la France et acquis la nationalité française (**C1** et **C2**). Il y en a aussi qui sont nés en France des parents soit étrangers, soit Français par naturalisation (**D1** et **D2**).

Cette classification permet de clarifier les différences conceptuelles entre nationaux, immigrés et étrangers.

- Le terme *Français* renvoie ainsi à deux catégories de personnes : **F1** et **F2**, sachant que la catégorie **F1** est composée elle-même de quatre catégories : **C1**, **C2**, **D1**, **D2**.

- La terme *Immigré* recouvre aussi deux catégories : **B** et **C** ; on peut les décliner en quatre catégories : **B1**, **B2**, **C1**, **C2**.

- Le terme *Étranger* comprend deux catégories : **A** et **B**, qu'on peut décliner en trois catégories : **A**, **B1**, **B2**.

Une partie de ceux qui, à tort, sont considérés comme étrangers et / ou immigrés appartiennent en fait aux catégories **C1**, **C2**, **D1**, **D2**, voire **F**. En particulier, dans le langage courant et surtout dans le discours d'extrême droite, les catégories **C2** et **D2**, c'est-à-dire les personnes de nationalité française issues des familles non-européennes, sont assimilées à la catégorie **B2**, c'est-à-dire aux étrangers non-européens.

Composition de la population (habitants) de la France

Etrangers (E)	Français, c'est à dire ceux qui ont la nationalité française (F)	
A Etrangers nés en France de parents étrangers	F1 Français par acquisition qui comprend les quatre catégories suivantes : C1+C2+D1+D2	
B1 Etrangers européens (nés en Europe)	C1 Nés en Europe et ayant obtenu la nationalité française	D1 Nés en France des parentes européens (B1 ou C1) et ayant obtenu la nationalité française
B2 Etrangers non-européens (nés hors de l'Europe)	C2 Nés hors d'Europe et ayant obtenu la nationalité française	D2 Nés en France des parentes non-européens (B2 ou C2) et ayant obtenu la nationalité française
	F2 Français appelés communément (et à tort) de souche	

